

DÉCLARATION DÉMATÉRIALISÉE : UNE PROPAGANDE QUI L'AFFICHE MAL !

Au moment où médias et politiciens dénoncent l'affiche d'un syndicat qui caricature les forces de l'ordre, il est pour le moins surprenant de n'entendre aucune réaction sur la caricature d'une mission des agents de la DGFIP menée par Bercy qui met la déclaration de revenus papier au musée des antiquités. *Ce qui serait contestable par les uns n'est pas plus acceptable par les autres !!!*

Outre le coût financier de ce coup de pub, au moment où tous les budgets, qui permettent de faire fonctionner les services et d'assurer des conditions de travail décentes aux personnels, sont en régression, le message qui est véhiculé fait nettement passer les agents des Finances Publiques pour des ringards.

Pour **FO** DGFIP, cela participe de la politique de dénigrement du professionnalisme et de la technicité des personnels qui n'a d'autre but que de restructurer les services de la DGFIP et d'abandonner au fil de l'eau leurs missions. Au moment où commence la campagne IR, **FO**

demande que cesse immédiatement cette propagande par respect pour tous les agents des Finances Publiques.

De plus, le fait d'être dématérialisée ne rend pas moins complexe la déclaration des revenus pour de nombreux contribuables qui n'ont pas la chance d'avoir la qualité de «digital native», pour reprendre les propos récents du précédent Directeur Général de notre administration (au dos notre

réponse).

GT "Plates-formes" : retour vers le futur !!!

Un an après le Groupe de travail (GT) "centre de contact" de mars 2015, les syndicats ont été convoqués à un GT dont l'ordre du jour était les plates-formes de la DFGIP. Force est de constater que la DG reste sur le même niveau de dialogue social de façade et ne répond à aucune de nos demandes !

Les documents de travail communiqués par la Mission Stratégie et Relations aux Publics (SRP) se limitaient au seul sujet des Centres de Contact (CdC) : les Centres Prélèvements Services (CPS), les Centres Impôt Services (CIS), les centres d'encaissement, le Service de Retraite de l'État (SRE), les plates-formes Toscane et les Centres de Services Communs des SPL ne font-ils pas partie des plates-formes DGFIP ?

Cette réunion s'inscrit dans un calendrier non stabilisé et incohérent. En effet, la mise en place de la retenue à la

source impactera nécessairement et violemment tous ces services.

L'organisation de la chaîne de travail dans le domaine des particuliers, partie intégrante de l'évolution dite «dynamique de la maison DGFIP», est renvoyée à une présentation globale du projet à l'automne 2016.

La mission SRP exclue quant à elle toute prise en compte de cette pseudo-réforme dans les débats de ce GT qui se voulait de concertation, alors que les organisations syndicales (OS) demandaient a minima le gel des CDC. Elle en a même oublié d'accuser réception des demandes formulées antérieurement à ce GT : bilan qualitatif, études d'impact sur l'ensemble de la chaîne de travail, des structures de la gestion des particuliers, affectations, régime indemnitaire. Ces demandes étaient destinées à permettre un débat plus approfondi en séance. Ces restitutions, pourtant centrales, auraient dû être effectuées bien en amont de la création des CdC.

Là encore, la DGFIP fait preuve de légèreté, d'incohérence dans sa démarche. À vouloir colmater les brèches dans la précipitation, elle en oublie la réflexion et une vision globale du sujet.

Ce manque de transparence assumé par l'administration démontre l'absence de volonté de notre administration de communiquer vers les OS et donc vers les agents de la DGFIP sur le sujet et a contrario, son souhait de poursuivre à grands pas le démantèlement de la DGFIP.

L'administration s'est contentée de renvoyer l'ensemble des questions des syndicats à des GT spécifiques, interdisant ainsi tout débat global sur la question des CdC et autres structures. Concernant les Centres de Contact, la mission SRP a affirmé qu'il ne s'agissait plus d'une expérimentation, ni non plus d'un déploiement, mais de structures définitives implantées dans les directions locales.

Les OS ont dénoncé les dysfonctionnements majeurs auxquels les agents sont confrontés comme l'exonération de TH des personnes âgées, la disparition de 32 000 courriels lors du passage de GAIA à e-contact, le passage de témoin entre la DGFIP et la CAF suite à la suppression de la PPE et la mise en oeuvre de la prime d'activité. La DGFIP, une fois de plus, laisse supporter les conséquences d'un manque d'anticipation sur les agents.

Les OS ont alerté la DGFIP sur une campagne IR 2016 à risque pour l'ensemble des personnels de la DGFIP.

Face à une DGFIP sourde aux attentes des représentants des personnels dans le cadre d'une concertation réelle **FO**, Solidaires et CGT n'ont pas eu d'autre choix que de quitter la séance non sans avoir rappelé les difficultés et les attentes des agents de ces structures. Face à la méthode éprouvée par ce gouvernement et la DGFIP de passage en force sans volonté de concertation, construisons un véritable rapport de force. Montrons notre détermination contre la casse de la DGFIP, des droits et garanties des salariés du privé et du public !

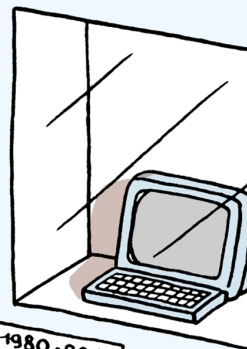
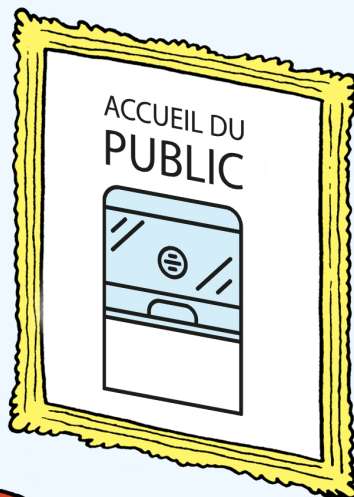
TOUS en GREVE le 28 avril

Musée des antiquités

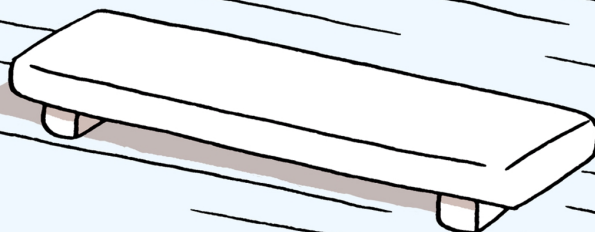
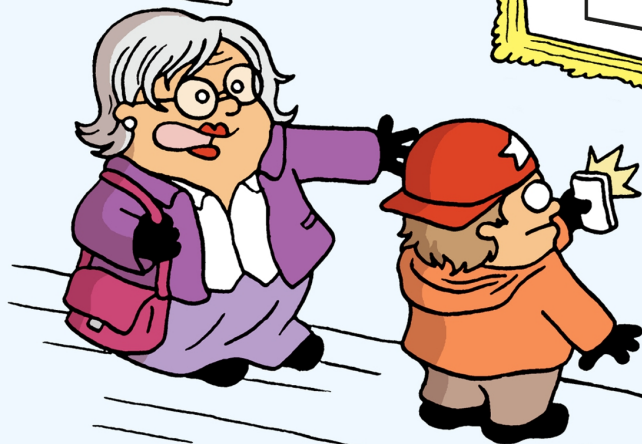
Dans l'ancien temps,
on avait de vrais
services publics
je ne te cache pas que
c'était moins pénible



1922-1990



1980-2012



Impots.gouv.fr

Dégradation de services

en ligne



DESSIN : MARTIN VIDBERG POUR PARTIES PRENANTES